CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 28 octobre 1977

La séance est ouverte à 11 heures.

● (1107)

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LA MAIN-D'ŒUVRE

DEMANDE D'APPROBATION DU PROJET DE TRAVAUX RELATIFS AU RÉSERVOIR DE GULL ISLAND—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, je prends la parole au sujet d'une affaire urgente. Environ 1500 employés de la Labrador Linerboard Limited et de Woods Contractors ont perdu leur emploi à Terre-Neuve et dans la région de Goose Bay au Labrador. Il y a environ trois mois, le gouvernement de Terre-Neuve a proposé au gouvernement fédéral un projet d'embauche qui emploierait environ 400 bûcherons pendant quatre ans afin d'effectuer une coupe à blanc à l'emplacement projeté du réservoir sur le bas Churchill qui fera partie du projet hydro-électrique de Gull Island au coût de 5 à 8 millions de dollars par an, coupe à blanc indispensable selon les études écologiques, je propose, appuyé par le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath):

Que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Cullen) réponde immédiatement à la requête du gouvernement de Terre-Neuve et lui dise que la proposition est acceptée et que les fonds nécessaires proviendront des crédits supplémentaires pour les programmes d'embauche annoncés par le ministre des Finances (M. Chrétien) à la Chambre jeudi dernier et que le gouvernement ne tentera plus de différer sa réponse au sujet de ce projet qui accorderait un avantage durable et des emplois à un endroit où on en a un pressant besoin.

M. l'Orateur: La présentation d'une motion de ce genre aux termes de l'article 43 du Règlement exige le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

DEMANDE DE MESURE LÉGISLATIVE PROPRE À ÉVITER LES LICENCIEMENTS À L'INCO—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. John Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur l'Orateur, je demande le consentement unanime de la Chambre, aux termes de l'article 43 du Règlement, pour proposer la motion suivante. Étant donné que l'INCO et la Falconbridge ont agi de façon injuste et déraisonnable lorsqu'elles ont licencié environ 3400 travailleurs à Thompson, Port Colborne et Sudbury, qu'il faut

du temps pour que les compagnies et les syndicats ouvriers arrivent à trouver des solutions mutuellement acceptables et éviter ainsi les licenciements, je propose, appuyé par le député des Territoires du Nord-Ouest (M. Firth):

● (1112)

Que la Chambre ordonne au gouvernement de présenter immédiatement une mesure législative pour enjoindre à l'INCO et à la Falconbridge d'annuler les licenciements et de chercher des solutions pouvant convenir aux travailleurs et à leurs employeurs.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: D'après l'article 43 du Règlement, une motion de ce genre ne peut être mise en délibération sans le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. Rodriguez: Les libéraux ont dit «non».

* * *

[Français]

L'INDUSTRIE

ON DEMANDE UNE RENCONTRE AVEC LES PROVINCES, LES COMPAGNIES ET LES SYNDICATS POUR PRÉVENIR LA DÉTÉRIORATION DU SECTEUR MINIER—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, comme il semble y avoir une conférence entre le très honorable premier ministre (M. Trudeau), le ministre des Finances (M. Chrétien) et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie), j'ai l'impression que je vais obtenir l'unanimité relativement à ma motion.

Monsieur le président, en vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement, je demande le consentement unanime de la Chambre pour discuter d'une question urgente et très importante.

Étant donné les mises à pied probables qui sont entrevues dans l'industrie minière au Québec, notamment dans le cas de la Noranda Mines qui parle de réduire ses activités à Murdochville; étant donné l'état de panique qui semble exister dans le secteur minier à la suite du congédiement massif annoncé par l'International Nickel Company of Canada, en Ontario; et étant donné également le désir souvent exprimé auprès du gouvernement par les producteurs miniers canadiens afin que celui-ci établisse une planification à long terme pour l'industrie minière, particulièrement en ce qui touche au nickel, au cuivre, au zinc et au minerai de fer, je propose, appuyé par le député de Don Valley (M. Gillies):